

arts et de la culture négro-africains (Festac), les foires commerciales panafricaines et les Jeux panafricains sont souvent éclipsées par la nature insaisissable du développement, la disparition de l'unité et la reprise des conflits entre États. Les relations entre nations du continent, toutes amicales qu'elles soient, restent dominées par des questions économiques et stratégiques qui favorisent beaucoup moins la cohésion.

L'Afrique maintient cependant une certaine unité dans ses relations extracontinentales, comme le montre sa participation au système des Nations Unies ou ses négociations avec la Communauté économique européenne (CEE). Toutefois, le front commun perceptible dans les relations multilatérales – comme dans les discussions sur le nouvel ordre économique international (NOEI) – n'a pas empêché l'apparition d'une grande diversité de positions et de résultats dans les transactions bilatérales auxquelles se livrent individuellement les États pour obtenir aide, capitaux, armes ou débouchés. Le groupe africain, en dépit de ses activités extracontinentales, n'a ni empêché l'accroissement des disparités économiques sur le continent ni réduit l'ampleur des conflits. Bien que ses intentions et ses résolutions soient empreintes de grandeur, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) n'a réussi à garantir le développement et la paix ni par l'appui extrarégional ni par sa diplomatie intrarégionale. Et comme le système africain s'est enrichi de nouveaux États, l'inégalité et la diversité se sont d'autant multipliées.

L'OUA est toujours de loin l'organisation régionale la plus importante quant au nombre de ses membres – actuellement 49 –, mais des admissions récentes sont révélatrices d'un accroissement des disparités au sein de la communauté africaine. Les Seychelles, État insulaire exotique, ont été finalement admises dans l'Organisation en 1976, tout comme l'Angola enfin victorieux de ses conflits civils et diplomatiques. En outre, l'admission de Djibouti a aggravé les dangers d'escalade des conflits et de formation de coalitions dans la Corne de l'Afrique. Il ne fait aucun doute que les possibilités de développement de l'Angola – notamment dans les secteurs du pétrole, des minéraux, des produits agricoles et de la fabrication – sont vastes par rapport à celles des Seychelles ou de Djibouti. L'indépendance éventuelle du Zimbabwe et de la Namibie, pour ne pas parler de l'Afrique du Sud, ne fera qu'accentuer ces disparités.

Trois autres nouveaux «États» n'ont pas été admis dans l'Organisation. Les déclarations d'indépendance controversées du Transkei, du Bophuthatswana et du Sahara au cours des deux dernières années symbolisent également l'accumulation des tensions sur le continent. Les deux premiers – qui sont des bantoustans créés par l'Afrique du Sud pour donner à l'*apartheid* un semblant de respectabilité par la «décolonisation» – n'ont été reconnus que par le régime de Pre-

toria dont ils sont issus. Par contraste avec cet isolement diplomatique décrété par des pays africains et non africains, la République arabe sahraouie démocratique a été reconnue comme gouvernement légitime par certains États africains «radicaux», mais non par l'OUA elle-même. Les trois parias ont suscité des problèmes diplomatiques et frontaliers qui ne peuvent être dissociés des activités menées par les mouvements de libération au Sahara et en Afrique australe.

### Inégalités économiques

La répartition inégale des ressources du continent constitue l'autre grande source d'inégalités entre les États – outre l'accroissement de leur nombre. L'OUA n'est pas seulement la plus vaste organisation régionale au monde; elle englobe également le groupe le plus important de pays les moins développés, d'États les plus durement touchés et de nations enclavées. Elle regroupe aussi des membres de l'OPEP et des États très bien dotés en énergie, minéraux, produits primaires et biens manufacturés. En effet, la hausse rapide du prix du pétrole et de produits connexes comme les engrais, les aliments et la machinerie, a accentué les inégalités, permettant aux États dotés d'un bon capital-ressources de mieux supporter la récession mondiale alors que d'autres s'endettaient sérieusement. La concomitance de la sécheresse au Sahel n'a fait qu'intensifier ces nouvelles inégalités.

Comme le déplorait récemment le secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la dépendance, l'inflation, l'endettement et la détérioration des termes de l'échange ont fait que nombre d'économies africaines n'ont pas connu d'amélioration sensible depuis 1960. L'économie africaine contemporaine présente encore toutes les caractéristiques du sous-développement. Comparée à d'autres régions du monde, l'Afrique a été la plus durement touchée. Monsieur Adedeji a aussi fait remarquer l'apparition de disparités économiques croissantes entre pays africains.

Ainsi, alors que moins du quart des États du continent ont enregistré des taux de croissance économique raisonnables, la plupart n'ont connu qu'une expansion minimale, quand elle n'était pas nulle. La minorité a bénéficié de la hausse des prix du pétrole, de l'uranium, du café et du thé alors que la majorité devenait davantage tributaire de l'étranger pour son alimentation et son financement. La croissance a toujours été difficile à cerner en Afrique; elle est maintenant très problématique, sauf pour quelques États bien dotés en ressources. Et la croissance de nombre de ceux-ci (Gabon, Côte d'Ivoire, Libye, Nigéria et Zaïre), loin de conduire nécessairement au développement, a même provoqué l'émergence d'une «nouvelle classe» davantage intéressée par la consommation immédiate que par l'épargne. La différenciation des taux de croissance et l'inégalité du développement à